



(Les chiffres entre parenthèses renvoient au premier numéro dans la série des paragraphes ; le Droit commercial tunisien est représenté par l'abréviation « DCT » et le Droit commercial par « DC »)

CHAPITRE INTRODUCTIF : PRESENTATION DU DCT (1)

Section 1 – Genèse du DCT	(2)
§ 1 – Histoire du DCT	(3)
§ 2 – Sources du DCT	(4)
A – Les sources normatives ou matérielles	(4)
a – L'imitation du modèle français	(5)
b – La réception du Droit international	(6)
B – Les sources positives ou formelles	(8)
a – Les actes	(8)
1 – Les textes	(9)
2 – Les usages	(12)
b – Les organes	(14)
1 – Les organes de nature officielle	(14)
2 – Les organes de nature officieuse	(17)
Section 2 – Objet du DCT	(18)
§ 1 – Nature du DCT	(19)
A – Le particularisme du DCT	(20)
a – Aspects du particularisme	(21)
1 – La capacité commerciale	(22)
2 – La représentation commerciale	(23)
3 – La solidarité commerciale	(24)
4 – La prescription commerciale	(25)
5 – La preuve commerciale	(26)
6 – L'apparence	(27)
b – Valeur du particularisme	(28)
B – Autres appellations de la normativité commerciale	(29)
§ 2 – Contenu du DCT	(32)

**PARTIE I – ELEMENTS SUBJECTIFS DE LA
COMMERCIALITE EN TUNISIE (33)**

CHAPITRE 1 – LES STRUCTURES (34)

Section 1 – Les institutions administratives	(61)
§ 1 – Les organes	(36)
A – Organes de nature administrative	(36)
a – Organes d’exécution de la politique commerciale	(37)
1 – Nomenclature	(38)
2 – Contrôle	(39)
b – Organes de promotion	(41)
1 – La formation des commerçants	(42)
2 – L’information des commerçants	(43)
B – Les structures professionnelles	(45)
a – Les institution de défense	(46)
b – Les institutions de régulation	(47)
§ 2 – La création des entreprises	(48)
A – Les démarches matérielles	(49)
a – Le choix du local	(50)
b – L’agencement du local	(51)
B – Les actes juridiques	(52)
a – La procédure commune (la déclaration unique)	(53)
b – La procédure particulière	(54)
(les activités soumises à autorisation)	(54)
Section 2 – Les institutions juridictionnelles	(55)
§ 1 – Les institutions de la justice étatique	(56)
A – Les chambres commerciales (CC)	(57)
a – La création des CC	(58)
1 – Une création par décret	(58)
2 – Les problèmes de nature	(61)
b – Les attributions des CC	(62)
1 – Compétence matérielle	(63)
2 – Droit applicable par les CC	(66)
B – Les règles de compétence territoriale	(67)
a – Les règles de compétence territorialement impératives	(68)
b – Les règles de compétence territorialement supplétives	(69)
1 – Liberté de choix ayant pour fondement la volonté du législateur .	(70)

2 – Liberté de choix dont le fondement est la volonté des parties .	(71)
§ 2 – Les institutions de la justice arbitrale	(72)
A – Le recours à l’arbitrage	(73)
a – Les conditions du recours à l’arbitrage	(74)
1 – Les conditions de fond	(75)
2 – Les conditions de forme	(79)
b – Les effets de l’arbitrage	(80)
1 – Effets négatifs	(81)
2 – Effets positifs	(82)
B – Le déroulement de l’arbitrage	(84)
a – Les catégories d’arbitrage	(85)
1 – Les variantes d’arbitrage	(86)
2 – Les attributions des arbitres	(88)
b – La mise en œuvre de l’arbitrage	(90)
1 – Le fonctionnement du tribunal arbitral	(91)
2 – Issue de l’arbitrage	(95)
- Vocation à l’exécution de la sentence arbitrale	(96)
- Les voies de recours	(97)

CHAPITRE 2 – LES COMMERCANTS (100)

Section 1 – La qualité de commerçant	(101)
§ 1 – Approche comparative	(102)
A – Le commerçant et les intellectuels	(103)
a – Commerçant et producteur de l’esprit	(104)
b – Commerçant et libéraux	(105)
1 – Des régimes différents	(106)
2 – Des éléments de rapprochement	(109)
B – Le commerçant et les manuels	(110)
a – Le commerçant et les agriculteurs	(111)
b – Le commerçant et les artisans	(113)
§ 2 – Approche analytique	(115)
A – Conditions liées à l’activité commerciale	(116)
a – Condition explicite : le professionnalisme	(117)
b – Condition implicite : l’indépendance	(118)
1 – Importance de l’indépendance juridique	(119)
- Le commerçant et le salarié	(120)
- Le commerçant et le mandataire	(121)

Incidences de la dépendance économiques	(122)
B – Conditions liées à la personne	(124)
a – Conditions personnelles générales	(125)
1 – Conditions tenant à l'honorabilité	(126)
2 – Conditions tenant à la pluriactivité	(128)
b – Conditions propres aux étrangers	(129)
Section 2 – Le statut de commerçant	(131)
§ 1 – Les devoirs du commerçant	(132)
A – L'immatriculation au RNE	(132)
a – Aspects de l'immatriculation au RNE	(134)
b – Les effets de l'immatriculation au RNE	(135)
1 – Effets constitutifs de l'immatriculation au RNE	(136)
2 – Effets probatoires de l'immatriculation au RNE	(137)
B – Le devoir de tenir une comptabilité	(138)
a – Utilités de la comptabilité	(139)
b – Régime juridique de la comptabilité	(140)
1 – Les sources du Droit comptable	(141)
- Les sources textuelles	(142)
- Les sources professionnelles	(143)
2 – Les normes de la comptabilité	(144)
- Les documents comptables	(145)
- Les principes comptables	(148)
§ 2 – Les contraintes de la commercialité	(149)
A – Les règles de la concurrence	(150)
a – Obligations des commerçants en la matière	(151)
1 – La concurrence : une valeur à conserver	(152)
- Le principe de la liberté des prix	(153)
- L'interdiction des pratiques anticoncurrentielles	(154)
2 – La concurrence : une donnée à moraliser	(155)
- La loyauté des transactions commerciales	(156)
- La transparence des transactions commerciales	(157)
b – L'efficacité du dispositif concurrentiel	(158)
1 – Le Conseil de la concurrence	(159)
2 – La philosophie de la normativité concurrentielle	(162)
B – Les règles du consumérisme	(163)
a – Les moyens du consumérisme	(164)
1 – Une législation foisonnante	(165)

2 – Des techniques exorbitantes	(166)
- Techniques de protection de son intégrité physique	(167)
- Techniques de protection de ses intérêts économiques	(168)
b – Appréciation du consumérisme	(170)

**PARTIE II – ELEMENTS OBJECTIFS
DE LA COMMERCIALITE (173)**

CHAPITRE 1 – LES ACTES DE COMMERCE (174)

Section 1 – Théorie générale	(175)
§ 1 – Identification des actes de commerce	(176)
A – Les données intrinsèques	(177)
a – Les actes de commerce par la forme	(178)
b – Les actes de commerce par leur objet	(179)
1 – Les critères de l’acte de commerce par nature	(180)
1°) L’acte de production	(181)
2°) L’acte de circulation	(182)
3°) L’acte d’entremise	(183)
4°) L’acte de spéculation	(184)
2 – Valeur des critères de l’acte de commerce par nature	(185)
B – Les données extrinsèques	(186)
a – Les actes de commerce par accessoire	(187)
b – Les actes mixtes	(188)
1 – Notion de l’acte mixte	(189)
2 – Régime des actes mixtes	(190)
- Les juridictions compétentes	(191)
- Le Droit applicable	(192)
§ 2 – Régime juridique de l’acte de commerce	(195)
A – Combinaisons intéressant la vente	(194)
a – Les ventes aux consommateurs	(195)
1 - Les ventes spéciales	(196)
- Les ventes avec facilité de paiement	(197)
- Les ventes à distance	(198)
2 – Les ventes occasionnelles	(199)
b – Les ventes entre commerçants	(200)
1 – La concession commerciale	(201)
2 – La franchise commerciale	(202)
B – Combinaisons affectant l’entreprise	(203)
a – Approche analytique	(204)
1 – Le contrat de sous-traitance industrielle	(205)

2 – Les contrats de parrainage	(206)
b – Approche synthétique : les contrats FIDIC	(207)
1 – Variantes	(208)
2 – Caractères généraux	(209)
Section 2 – De quelques théories spéciales des actes de commerce :	
le bail commercial	(210)
§ 1 – Domaine de la loi le régissant	(210)
A – Les éléments de délimitation	(212)
a – Eléments de nature objective	(213)
1 – La nature de l’activité	(214)
- La détermination de la nature de l’activité	(214)
- La déspécialisation	(215)
2 – Les circonstances de son exercice	(217)
- La circonstance de temps	(218)
- La circonstance d’espace	(219)
b – Eléments de nature subjective	(220)
B – Les hypothèses conflictuelles	(222)
a – Les situations concernées	(223)
b – Les critères de leur résolution	(224)
§ 2 – Contenu de la loi le régissant	(225)
A – Le contenu en cours de bail	(226)
a – La fixation des loyers	(227)
1 – Fixation par la volonté des parties	(228)
2 – Fixation par le juge	(232)
b – La reconduction du bail	(233)
B – Le contenu en fin de bail	(236)
a – Reprise du local pour des raisons tenant au locataire	(237)
1 – Les causes spéciales	(238)
2 – Les causes générales	(241)
b – Reprise du local pour des raisons tenant au bailleur	(242)
1 – Les causes de la reprise	(243)
2 – La procédure du congé	(246)
3 – Spécificités d’exécution de la décision portant indemnité d’éviction ...	(247)

CHAPITRE 2 – LES BIENS COMMERCIAUX (248)

Section 1 – Le fonds de commerce (FC)	(249)
§ 1 – Les éléments du FC	(250)
A – La variabilité des éléments du FC	(251)

a – Eléments à consistance corporelle	(252)
1°) Le matériel	(253)
2°) L’outillage	(254)
3°) La matière première	(255)
4°) La marchandise	(256)
b – Eléments à consistance incorporelle	(257)
1 – Les constantes	
- L’achalandage	
- La clientèle	
2 – Les variantes	
- Les structures de la propriété industrielle	(263)
- La protection en matière de propriété industrielle	(265)
B – Nature juridique du FC	(278)
a – Les thèses en présence	(279)
b – La synthèse en l’occurrence	(281)
§ 2 – Opérations portant sur le FC	(285)
A – Opérations emportant transfert de la propriété	(286)
a – Transfert de propriété par la voie volontaire	(287)
1 – La cession de Droit commun	(288)
2 – Les cessions spéciales	(295)
b – Le transfert de propriété par la voie forcée	(297)
B – Opération n’emportant pas transfert de propriété	(299)
a – Le nantissement du FC	(300)
b – La location du FC (ou location gérance)	(303)
Section 2 – Les valeurs mobilières (VM)	(305)
§ 1 – Variantes des VM	(306)
A – VM simples	(307)
a – Les obligations	(308)
b – Les actions	(310)
VM complexes	(313)
a – Les titres participatifs	(314)
b – Les certificats d’investissement (CI)	(315)
§ 2 – Circulation des VM	(316)
A – La négociabilité des VM	(317)
B – La technique de l’ordre	(318)